

Division de la Promotion de la Femme
en collaboration avec le
Bureau de soutien et de coordination du CES

Département des Affaires économiques et sociales
Organisation des Nations Unies

**Projet de renforcement des compétences pour la
promotion de l'égalité des sexes en Afrique**

**Atelier sur le renforcement des compétences des
mécanismes nationaux par les TIC**

**DAKAR, SÉNÉGAL
24 - 28 MAI 2004**

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION

1.1	Historique du projet	3
1.2	Objectifs de l'atelier	3
1.3	Participant-es	4
1.4	Méthodologie	5

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ATELIER

2.1	Genre et TIC : définitions et enjeux	7
	2.1.1 Inégalités de genre et TIC	7
	2.1.2 Identification des enjeux de genre par pays	8
	2.1.3 Le rôle des mécanismes nationaux	9
2.2.	Utilisation des TIC pour le genre : étude de cas	14
	2.2.1 Genre et TIC dans les pays de l'Est	14
	2.2.2 Mise en place de l'intranet gouvernemental au Sénégal	14
	2.2.3 Etudes de cas du Mali, du Sénégal et de la Guinée Equatoriale	15
2.3	Le genre et les TIC au niveau des politiques	16
	2.3.1 Intégrer le genre dans les politiques des TIC	16
	2.3.2 Perspective genre dans les initiatives macroéconomiques	18
2.4	Formation en TIC : introduction aux outils de base	19

TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE GENRE ET TIC

3.1	Plans d'action par pays	20
3.2	Développement de plans de réseaux par pays	21
3.3	Développement de sites Internet pour les mécanismes nationaux	22
3.4	Utiliser les TIC dans les programmes des mécanismes nationaux	23
3.5	Intégrer les TIC dans les mécanismes nationaux	24

QUATRIEME PARTIE

les TIC dans lesm8m TD 70 Tc 0 Tw (6ARTIE) Tj 110.25 0 TD 0 Tc

Liste des annexes

1. Aide mémoire
2. Liste des participant-es
3. Programme
4. Questionnaire
5. Problématiques et enjeux genre par pays (Travail de groupe 1)
6. La Toile de l'institutionnalisation
7. Le rôle des mécanismes nationaux par pays (Travail de groupe 2)
8. Etudes de cas sur l'utilisation des TIC par les mécanismes nationaux
9. Plans de réseaux par pays (Travail de groupe 4)
10. Réseau régional des mécanismes nationaux pour l'Afrique francophone
11. Plans de sites Internet par pays
12. Stratégies pour intégrer le genre dans des programmes des mécanismes nationaux (travail de groupe 5)

Liste des abréviations

CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEDEF	Convention pour l'Elimination de toutes les formes de Discriminations à l'Egard des Femmes
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
IEC	Information, éducation, communication
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
SMSI	Sommet Mondial de la Société de l'Information
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

PREMIERE PARTIE

- a) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'optimiser l'utilisation et les bénéfices de l'information, du savoir et des bonnes pratiques grâce à une utilisation plus efficace des TIC pour promouvoir l'égalité des sexes ;
- b) Développer des stratégies d'utilisation des TIC pour promouvoir l'égalité des sexes

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ATELIER

Cette partie du rapport résume les activités et les débats qui ont eu lieu pendant la rencontre.

Discours d'ouverture de l'atelier

Les deux discours d'ouverture ont été prononcés respectivement par le Ministre délégué au Développement Social et à la Solidarité Nationale du Sénégal et par la représentante de la Division pour la Promotion de la Femme des Nations Unies. Ils.

Encadré 1 : Pourquoi les TIC ?

La Commission de la Condition de la Femme (...) a souligné le rôle des TIC et des médias comme outils de développement et centraux à l'autonomisation des femmes. Ces nouveaux médias et TIC sont de plus en plus utilisés pour partager des connaissances, améliorer la participation de tous les membres de la société, augmenter la mise en réseau, donner une voix aux groupes marginalisés, organiser l'action politique, responsabiliser les populations, combattre la pauvreté et renforcer le développement économique. En plus de la question de l'accès des femmes à ces médias et ces TIC (...) se posent les questions des besoins en information des femmes et des contenus disponibles. *(Source : Aide mémoire, Dakar)*

pratiques néfastes – y compris l’excision – et contre les stéréotypes, etc.) mais que son application reste un défi quotidien.

En ce qui concerne les TIC, l’exercice a montré que les différents pays sont à des niveaux différents. Par exemple, le Sénégal fait figure de leader car le pouvoir politique est fortement engagé dans cette question en général et des réseaux de femmes participent à la démarche. En revanche, d’autres pays, tel que le Tchad, n’ont pas commencé à élaborer leur politique nationale concernant les TIC. En général, les participant-es ont noté que dans le milieu rural, les femmes encore plus que les hommes avaient difficilement accès aux TIC. Les TIC sont faiblement utilisées comme outils éducatifs, et ce à quelque niveau que ce soit, et ce les

o6 TtenTw ls éd06359 54 (participan438.5 -12.75 TD telw (et Pc (otifs, et) 52:(alea 0er Tw(

Les participant-es ont aussi noté la vivacité du tissu associatif féminin (il existe par exemple une association de femmes entrepreneurs et les réseaux des femmes parlementaires et femmes élues au Sénégal), même si celui-ci est parfois affaibli par des divergences et un certain clientélisme des ONG qui ne sont pas toujours à l'écoute des femmes dans les mouvements « à la base » (Tchad).

Les mécanismes nationaux ont mis en place des programmes essayant de répondre aux problématiques identifiées dans la sphère de la citoyenneté, parmi lesquelles on peut citer :

- Programmes de soutien aux associations de femmes (par ex. formation des formatrices des associations de femmes en technique agricole en Guinée) ;
- Programmes spécifiques axés sur l'autonomisation économique des femmes (Cameroun, Tchad), entre autres dans les domaines de75 Tc eD 0 Tc -0.1275 Tw (

- Travail avec des groupes spécifiques (par ex. formation et sensibilisation des prostituées sur le VIH/sida en Guinée Equatoriale, y compris sur les

Sphère institutionnelle

Les discussions

Sphère de la programmation et de la gestion des connaissances

Dans cette sphère, les participant-es ont constaté u

2.2 UTILISATION DES TIC POUR LE GENRE : ETUDES DE CAS

Des études de cas relatives à l'utilisation des TIC pour le genre dans des contextes différents (Europe de l'Est, Sénégal, Mali et Guinée Equatoriale) ont été soumises aux mécanismes nationaux.

2.2.1

Encadré 6 : Intranet gouvernemental au Sénégal (Jocelyne Pierre, coopération française) :

Objectifs du projet :

- Pallier le faible accès à Internet
- Développer des compétences locales en production de contenus
- Ouvrir les ministères à leurs usagers
- Améliorer la qualité de l'information
- Réaliser des économies dans l'échange
- Assurer la visibilité de l'institution
-

Deux autres thèmes ont surgi des débats. D'une part, dans certains pays, les

l'économie. Les Plans nationaux de TIC devraient donc améliorer la situation des femmes en leur assurant un accès équitable des femmes à l'information, à la technologie et à la formation technologique et en renforçant le rôle des médias modernes pour promouvoir la prise de conscience de l'égalité des sexes.

La discussion a mis en évidence la nécessité d'une collaboration entre les responsables des TIC et les responsables genre dans les gouvernements et la société civile. Actuellement, ce partenariat est quasi inexistant. Outre la mise en place de TIC dans leurs propres initiatives, il est donc important que les mécanismes nationaux s'investissent dans la prise en compte du genre dans les politiques de TIC. Le représentant de la CEA a rappelé que cela nécessitait un important travail de lobby.

Encadré 9 : Proposition de questions-clefs pour intégrer le genre dans la formulation des politiques TIC

Dans le processus de formulation :

- Des femmes ont-elles été consultées ? Des institutions se consacrant aux questions de genre ont-elles été consultées ?
- L'équipe nationale est-elle mixte (sexe, profils professionnels) ?
- Y a-t-il des expert-es en genre dans l'équipe nationale ?
- De quels outils dispose l'équipe pour traiter les questions de genre ?
- Est-ce que la perspective genre est claire dans la méthodologie de recherche et d'analyse (dans les Termes de Référence) ?

Est-ce que des données désagrégées par sexe existent sur :

- L'accès aux TIC dans l'éducation
- L'accès aux TIC dans la sphère publique et privée
- L'accès et la participation à l'éducation et à la formation sur les TIC
- Le niveau de compétences en TIC dans le privé, le public et la société civile
- L'emploi dans le secteur des TIC
- La capacité à payer les TIC (achat, utilisation, entretien)
- Le contrôle et la création des contenus
- Les opérateurs économiques dans les TIC
- Les raisons de la fracture numérique entre femmes et hommes

En ce qui concerne les orientations de la politique :

- Les secteurs prioritairement visés par les TIC sont-ils des secteurs qui concernent et impliquent les femmes autant que les hommes ?
- Les choix techniques et outils dans lesquels investit la politique des TIC (radio, TV, Internet) auront-ils potentiellement un impact favorable sur les conditions de vie, le statut etc. des femmes, autant que des hommes ?
- D'autres choix de secteurs, d'outils, de stratégies seraient-ils plus appropriés pour faciliter l'accès et l'utilisation des TIC par les femmes ?
- Le langage du document est-il genré ? (par exemple parle-t-on aussi d'« utilisatrices » des TIC ?)
- Le suivi prévu tient-il compte du genre ?

Les mécanismes nationaux ont un rôle à jouer dans la formation des responsables des TIC sur les aspects genre. Mais ils doivent aussi s'informer et se former pour

comprendre les objectifs, avantages et contraintes des TIC pour les femmes et les hommes et les inclure dans leurs argumentaires. Ils ont aussi besoin de données statistiques désagrégées sur genre et TIC. Les mécanismes nationaux doivent aussi participer aux processus de mise en place des politiques nationales des TIC, même s'ils sont peu nombreux à le faire jusqu'à présent. Ils ont un rôle à jouer dans la mise en œuvre du principe de l'universalité de l'information en s'assurant que les TIC soutenues par les politiques sont appropriées et pertinentes pour différents publics de femmes et d'hommes vulnérables. Les responsables genre et TIC doivent, selon les participants, arriver à un meilleur échange d'informations entre leurs mécanismes respectifs. En particulier, les mécanismes nationaux doivent s'informer sur le processus SMSI, que peu disent maîtriser.

Finalement, la discussion a montré que les mécanismes nationaux possédaient peu de connaissances sur les différentes alternatives techniques qui existent, notamment sur les logiciels dits libres. Ces derniers représentent une solution durable aux problèmes techniques et de coût qui freinent l'accès de certains mécanismes nationaux et groupes de la société civile à l'Internet et contribuent ainsi à la fracture numérique. Ils permettent, entre autres choses, de développer facilement des contenus en langues locales.

A l'issue de cette discussion, les mécanismes nationaux ont dégagé les questions clés aux différentes étapes du cycle de la formulation d'une politique sur les TIC (cf. encadré 9).

2.3.2 Perspective genre dans les initiatives macroéconomiques

Cette présentation (par Nadia Taher) a évoqué des initiatives nationales et internationales qui orientent le développement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine : les Objectifs du Millénaire, les Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté et le Nepad (Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique). Elle a illustré la faible intégration transversale du genre, notamment dans les objectifs et les indicateurs de ces initiatives, puis s'est penchée sur le rôle que les mécanismes nationaux peuvent jouer pour influencer ces processus.

La discussion a montré que nombre de mécanismes nationaux travaillent au niveau de la mise en œuvre de programmes et de projets, plutôt qu'au niveau des politiques. Elle a aussi révélé la grande difficulté des mécanismes nationaux à intervenir et influencer les processus de mise en place des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté, et les initiatives liées au Nepad et aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a montré que toutes les parties impliquées devaient se concerter dans leurs efforts afin de réussir un plaidoyer efficace en faveur de la prise en compte du genre dans TD -0.nde dio305 TD -0.134

des processus associés à ces initiatives (qui est vraiment consulté, qui représente la société civile ?), d'autres (Niger) regrettent que la participation affichée ait pourtant écarté les défenseurs du genre.

Les mécanismes nationaux se disent insuffisamment armés pour contrer l'offensive contre le genre menée par certains économistes (Sénégal, Cameroun). Le Bénin envisage d'entreprendre la sensibilisation des économistes et des planificateurs mais n'a pas encore résolu comment procéder. Au Niger, le mécanisme national n'est pas positionné dans la cellule de mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté qu'il est censé influencer.

L'utilisation des TIC dans toutes ces initiatives des mécanismes nationaux est faible, au-delà de l'emploi des technologies traditionnelles (bureautique). On peut citer le manque de formation et d'équipement informatique des mécanismes nationaux mais c'est surtout le manque de connaissance générale sur les possibilités qu'offrent les TIC – tant pour communiquer vers « le haut » que vers « le bas » et horizontalement - qui semble à la base de cette situation.

2.4 FORMATION EN TIC : INTRODUCTION AUX OUTILS DE BASE

Un des objectifs de l'atelier étant de sensibiliser les mécanismes nationaux à l'usage des TIC, une composante pratique a été introduite dans le programme. Pendant plusieurs séances, les représentant-es des mécanismes nationaux se sont exercés à la manipulation de concepts et d'outils des TIC. Une vingtaine de postes de travail connectés à l'Internet étaient à la disposition des participant-es. Des documents relatifs aux aspects traités ont été préparés et distribués aux participant-es. Après une présentation en introduction à chaque sujet, les travaux se sont réalisés par groupe de pays, puis ont été restitués et discutés par l'ensemble des participant-es.

La formation en TIC a débuté par une introduction sur les outils au service des mécanismes nationaux pour le genre. Des démonstrations ont suivi sur :

- l'utilisation d'un navigateur web (Internet Explorer) et de ses fonctionnalités ;
- la recherche sur Internet avec l'utilisation de moteurs de recherche tels que Google ;
- la création d'adresses email pour le courrier électronique avec la messagerie gratuite offerte par Yahoo ;
- l'utilisation des listes électroniques de discussion.

Les participant-es se sont familiarisés avec Internet et ses différents services par l'intermédiaire d'exercices pratiques de recherche, de création de comptes email, etc. Par la suite plusieurs sites Internet genre ont été visités (www.flamme.org ; www.penelopes.org ; www.genreenaction.net) et évalués en tenant compte des éléments de navigation offerts, des fonctions d'aide, de la gestion des erreurs, de la cohérence, des fonctionnalités offertes, du contrôle de l'utilisateur, de la clarté visuelle, etc.

Les exercices pratiques ont montré qu'une grande partie des représentant-es des mécanismes nationaux étaient très peu formés à l'informatique et à l'usage des emails, et à l'Internet en général. Certains n'ont pas accès à un ordinateur au bureau ou à leur domicile. Dans certains pays, les tarifs pratiqués dans les cybercafés du secteur privé (au Tchad par exemple) sont prohibitifs, ce qui représente une contrainte supplémentaire à l'apprentissage des TIC modernes.

TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE GENRE ET TIC

Cette section du rapport présente les stratégies et plans d'action qui sont les résultats des travaux de groupe. Leur but est de définir des pistes d'actions pour les mécanismes nationaux des différents pays, et ce, à différents niveaux.

3.1 Plans d'actions par pays

Suite aux discussions relatives aux processus de formulation des politiques nationales pour les TIC et leur faible pris

	3. Réduire les stéréotypes sexistes véhiculés par les TIC
SENEGAL	<ol style="list-style-type: none"> 1. Former les responsables du mécanisme national et les points focaux en genre et TIC 2. Se rapprocher et intégrer le mécanisme TIC qui a en charge la formulation de la politique des TIC 3. Recenser les besoins en genre et TIC du mécanisme national 4. Relire la politique des TIC pour identifier la prise en compte ou la non prise en compte des besoins en genre et faire des propositions concrètes allant dans le sens de l'intégration du genre
TOGO	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recensement des TIC utilisées dans les secteurs où évoluent les femmes 2. Emissions Radio-TV sur le genre et les TIC avec l'appui du RECOGED 3. Plaidoyer pour la mise en place d'un site Internet pour le mécanisme national
MALI	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation d'une rencontre de restitution de l'atelier et mise en place d'une commission préparatoire de la participation du mécanisme national dans le processus d'élaboration de la stratégie nationale de promotion des TIC 2. Préparation d'un document avec des données désagrégées selon les sexes dans les différents domaines et stratégies en vue d'une meilleure prise en compte de la dimension genre dans la stratégie nationale TIC

- Les meilleurs réseaux fonctionnent sur le volontarisme et avec des procédures simples et souples. Trop de bureaucratie tue l'initiative ;
- Le réseau ne doit pas devenir une organisation (ce qui arrive fréquemment car cela facilite les recherches de fonds) ;
- Il faut veiller à former les membres potentiels à l'utilisation du réseau.

En plus des réseaux nationaux, la création d'un réseau électronique régional francophone a été proposée afin de renforcer la coopération, la coordination et l'échange d'information entre les mécanismes nationaux francophones des pays africains de la sous-région. C'est ainsi que le réseau *mnggenre* verra le jour sous la forme d'une liste électronique de discussion qui sera modérée successivement par des équipes formées de deux pays et qui changera tous les trois mois. La liste est sur le site suivant :

<http://mailman-new.greenet.org.uk/mailman/listinfo/mnggenre> (cf. annexe 10 pour plus de détails sur la proposition de ce réseau).

3.3 Développement de sites Internet pour les mécanismes nationaux

Après l'évaluation critique de sites Internet dans le cadre des modules TIC de la formation, les participant-es de chaque pays ont développé une stratégie pour mettre en place un site Internet pour leur propre mécanisme national (cf. en annexe 10). Ceux qui, comme le Mali ou le Burkina Faso, disposaient déjà d'un site, ont fait des propositions d'amélioration. Des discussions, il est ressorti les points suivants :

Processus de formulation/élaboration du site et maintenance

- Il est nécessaire de consulter les parties intéressées pour définir le site, son contenu, sa gestion, etc.
- Les logiciels libres sont des alternatives durables pour la construction et l'hébergement des sites et facilitent l'utilisation de langues locales

- Il est il l e s t i

3.5

Togo

- Recensement de l'accès aux TIC par les femmes/hommes dans différents secteurs
- Emissions de radio et TV sur genre et TIC (appui par le réseau des communicateurs)
- Plaidoyer pour le site Internet

Pour ce faire, il faut que les mécanismes nationaux soient formés et équipés. La formation ne doit pas être cantonnée à l'informatique et à la manipulation de technologies, mais devrait couvrir des aspects politiques et institutionnels de la communication en général. En effet, les mécanismes nationaux dans leur ensemble semblent manquer de stratégies de communication, ce que l'utilisation de l'informatique ne peut résoudre seule.

Les mécanismes devraient engager des démarches pour créer des synergies avec les acteurs de la société civile qui travaillent sur et avec les TIC, notamment dans le

ANNEXES

Annexe 1 : Aide mémoire

I. Introduction

LA DIVISION DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET LE SECRETARIAT DU GROUPE DE TRAVAIL DES NATIONS UNIES
SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) AU SEIN DU BUREAU DE SOUTIEN ET DE
COORDINATION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (CES) DU DATIONS F

DU

outils principaux pour l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes » (par. 2). Une des actions qui sera prise sera de « renforcer les compétences des mécanismes nationaux de promotion de la femme, y compris par l'intermédiaire de l'allocation de ressources appropriées et de la mise à disposition de savoir-faire techniques, afin qu'ils jouent un rôle de leader dans le plaidoyer en faveur des médias, des TIC et de l'égalité des sexes, et de soutenir leur participation aux processus nationaux, régionaux et internationaux liés aux questions des médias et des TIC, et d'améliorer la coordination entre les ministères responsables des TIC, les mécanismes nationaux de promotion de la femme, le secteur privé et les ONG de défense de l'égalité des sexes au sein des pays » (par. 4 (x)).

La série de cinq réunions-ateliers de formation prévues renforcera les compétences des mécanismes nationaux dans les pays participants afin de tirer un meilleur profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de créer et/ou renforcer les types de mise en réseau, d'échange d'information et de gestion des connaissances qui amélioreront leur efficacité dans les processus nationaux de planification et d'élaboration de politiques pour l'égalité des sexes. La création d'un réseau Internet des mécanismes nationaux améliorera l'efficacité des mécanismes nationaux au sein de chaque pays. Il servira d'outil pour renforcer les compétences des mécanismes nationaux quant à la mise en œuvre de leurs mandats, par exemple, en soutenant leur travail en tant que défenseurs et catalyseurs de l'intégration du genre, et en soutenant la conception et l'utilisation d'une infrastructure d'information appropriée pour parvenir à l'égalité des sexes. Le développement d'un prototype de site Internet pour les mécanismes nationaux de promotion de la femme élargira les possibilités de mise en réseau et d'échange d'informations sur les domaines prioritaires communs. Ce projet s'appuiera sur les compétences de professionnels africains, y compris de ceux appartenant au Groupe de travail des Nations Unies sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

III. Réunion-atelier de formation pour treize pays d'Afrique de l'Ouest

A. Objectifs de la réunion-atelier de formation

La réunion-atelier de formation vise à renforcer les compétences institutionnelles des mécanismes nationaux dans les pays sélectionnés afin d'utiliser efficacement les TIC pour promouvoir des politiques d'égalité des sexes fructueuses, et de jouer un rôle de catalyseur pour l'intégration systématique du genre dans l'ensemble des politiques et programmes au niveau national et régional. Elle offrira également une formation pratique aux gestionnaires d'information et/ou documentalistes des mécanismes nationaux afin de soutenir la mise en réseau et les partenariats entre les mécanismes nationaux par l'intermédiaire du développement et de la mise à jour des bases d'information, des sites Internet et des infrastructures d'information connexes.

La réunion-atelier de formation a pour objectifs de :

- e) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'optimiser l'utilisation et les bénéfices de l'information, du savoir et des bonnes pratiques par le biais d'une utilisation plus efficace des TIC pour promouvoir l'égalité des sexes ;
- f) Développer des stratégies concernant l'utilisation des TIC pour la défense des intérêts, l'échange d'information et la production d'information pour parvenir à l'égalité des sexes ;
- g) Renforcer les compétences des mécanismes nationaux afin d'influencer la formulation et la mise en œuvre au niveau national des politiques sur les TIC issues du SMSI ;
- h) Développer un réseau Internet des mécanismes nationaux des pays participants pour renforcer la coopération et l'échange d'information par la diffusion régulière d'informations sur les questions féminines et de genre, y compris par le biais des médias électroniques et de l'Internet.
- i) Sensibiliser les représentants des mécanismes nationaux, en particulier les gestionnaires d'information, à l'utilisation des TIC pour améliorer la coopération, la gestion des connaissances et l'échange d'information.

B. Résultats escomptés

La réunion-atelier de formation aura pour résultats :

- f) L'identification de stratégies communes de développement des compétences institutionnelles par l'utilisation des TIC ;
- g) La formation de représentants des mécanismes nationaux de treize pays sur les aspects importants et institutionnels de l'utilisation des TIC ;
- h) La formation de spécialistes de l'information de treize pays aux aspects techniques de l'utilisation des TIC ;

Les participants feront le nécessaire en ce qui concerne les passeports, le visa et les certificats de santé pour le voyage. Une note d'information sera envoyée aux participants pour les aider en ce qui concerne le voyage.

Prière d'adresser toute correspondance éventuelle à :

Makiko Tagashira
Responsable des Affaires sociales
Section d'Analyse sexospécifique
Division de la Promotion de la Femme
Tél : (212) 963 4836
Fax : (212) 963 3463
Courriel : tagashira@un.org

Annexe 2 : Participant-es

BENIN

1. M. Léonard LALEYE

Directeur adjoint à la promotion de la femme
Tel.: 229 30 03 33-92-56-33
Fax.: 229 31 64 62
Email : laleyel@yahoo.fr

2. M. Gérard MIGAN

Directeur de la communication et de la
Mobilisation sociale
Tel.: 229 30 03 33/31.83.18
Fax.: 229 31 64 62
Email : gerardmigan@yahoo.fr

3. Mme Elisabeth DJEKETE

Chef Service Appui aux groupements féminins
Tel.: 229 30 03 33/04.24.13
Fax.: 229 31 64 62
Email : ayiha2001@yahoo.fr

BURKINA FASO

4. Mme Brigith DABIRE

Directrice du genre pour le Développement
Ministère de la Promotion de la femme
01B.P 303 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tel.: 226 76 61 82 38 (cell)
226 50 36 24 10 (home)
226 50 30 01 04/05
Fax.: 226 30 01 02
Email: bridabir@yahoo.fr

5. Mme Clémentine OUOBA

Conseillère et Formatrice en genre
01B.P 1756 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tel.: service : 00226 50 364 807
(dom.) : 00226 50 380 307
Fax.: 00226 50 36 47 30
Email: ipdaos@cenatrin.bf

6. Mme Gisèle YONLI/ZÉBA

Formatrice en Informatique,
point focal genre
01 B.P. 1332 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tel.: 226 26 43 03 (cell)/70 26 43 03
226 32 48 88/50 32 48 88
Fax.: 226 31 83 50/50 31 83 50
Email: Alida.yonli@delgi.gov.bf
agyz@caramail.com

CAMEROUN

7. Mme Assiene TSOUBOUME EBAYAH

Chef de la Division des Etudes, de la
Planification et de la Coopération au Ministère de
la Condition Féminine
Yaoundé, Cameroun
Tel.: 237 223 18 80
237 777 65 81

Fax.: 237 223 39 65

Email: bebayah@yahoo.com

8. Mme Julienne BOUN

Déléguée Départementale de la Condition
Féminine Nyon et Kellè et Directrice d'ESEKA
Centre de Promotion de la Femme
Tel.: 237 228 63 94
237 743 46 32
Fax.: 237 223 39 65
Email : bounjulienne@yahoo.fr

9. Mme Antoinette BALLA

Ingénieur à la Division de Nouvelles
Technologies de l'Information et de la
Communication à la Société de Postes et
Télécommunications
Tel.: 237-773 11 50 (cell)
Fax.: 237 223 18 73
Email Ant_balla@yahoo.fr

10. M. Jean Marie Claude ZINGUI

Président du comité de pilotage du projet de
Renforcement des Capacités des Réseaux des
Femmes du Cameroun (CAREF)- Email

240 253307 (cell)
Fax.: 240 0 92267
Email: libraela@yahoo.fr

15. Mme Maria JESUS NKARA
Experta Proyecto « Apoyo a la mujer »
M^o Asuntos Sociales y condicioin de la Mujer
Tel.: 240 277068
Fax.: 240 09 2327/092267
Email: menvuru@yahoo.es

7ia

JESUS

MALI881émini340atra@y0Fax

16. M. Bienvenido Francisco NZE
Cabinet Technique Ministre des Affaires Sociales
et de la Condition de la Femme
3 de Agosto, SIN
Tel.: 240 098498
240 23 4851 (cell)
Fax.: 240 092267

GUINEE

17. Mme Fatoumata TRAORE
Directrice Adjointe de la promotion féminine
Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion
féminine et de l'enfance
Tel.: 224 412219 (work)
224 (11) 26 30 17 (cell)
Fax.: 224 45 3518
Email : réotrafatra@yahoo.fr

18. M. Ibrahim TOURE
Informaticien/documentaliste à la Division
Education Formation
Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion
féminine et de l'enfance

Mme Maria JESUS NKARy/A(i0.252 8j9E0N -10.5Fû9 TwTc -r-10.5 Thoo.es) TjSociales, de la Promotion

r f .oohay@r tafar toér

SENEGAL

27. Mme Leysa FAYE

Première Secrétaire

Mission permanente de la République du

Sénégal auprès des Nations Unies

238 East 68th Street

New York, NY 10021

Tel.: 212-517-9030

917-319 42 87/718-561 9549

Fax.: 212-517-3032

Email: mfaye2002@yahoo.com

28. Mme Ndèye Soukèye GUEYE

Directrice de la Famille du Ministère de la

Famille, du Développement Social et de la

Solidarité Nationale

Email : soukeynatou2000@yahoo.fr

3, rue Béranger Ferraud – Bp : 40 50

Tél : 823.89.85 – 648.38.15-842.64.31

29.

Tél: 1-917-367-4352
Fax: 212-963-3463
E-mail: oderar@un.org

43. Mme. Makiko TAGASHIRA
Spécialiste du programme, affaires sociales
Section de l'analyse sexospécifique
Division pour la Promotion de la Femme
DC2-1266
United Nations, New York, 10017, USA
Tél: 212-963-4836
Fax: 212-963-3463
E-mail: tagashira@un.org

CEA

44. M. Mohamed TIMOULALI
Conseiller Régional,
DISD/CEA
B.P. 3001 Addis Abeba
Ethiopie
Tél.: 251 1 511167
Fax.: 251 1 510512
Email: mtimoulali@uneca.org

PNUD DAKAR

45. Mme Marème Lèye LO
Assistante/programme
Email : mareme.leye.lo@undp.org
Fax : 823.55.00 – Tél : 839.90.86

46. Mme Coumba Mar GADIO
SURF/SENEGAL- Tél : 221 639.31.05
Email : cumba.mar.gadio@undp.org

CONSULTANTES

47. Mme Claudy VOUHÉ
Le Grand Lac, 16410
Garat, France
Tél.: 33 545 249710
Email: cvouhe@wanadoo.fr

48. Mme Nadia TAHER
80, ELLESME Rd
London NW10 ljs
Tél.: 44 20 8450 2310
Email: ntaher87@aol.com

CONSULTANTE NATIONALE

49. Mme Astou Diop-DIAGNE
B.P. 5303, Dakar-Fann
Sénégal – Email : mbene@sentoo.sn
Tél.: 221-867 07 57
221 537 13 66 (cell)

50. Mme Aminata Diouf NDIAYE
Coordinatrice de l'atelier pour le Sénégal
Directrice Projet Crédit/Femmes
Tél : 221 842.66.42/573.62.62
Email: aminatadioufndiaye@yahoo.fr

Annexe 3 : Programme

Lundi 24

8.00 Inscriptions
8.30 Cérémonie d'ouverture
9.30 Présentation de l'équipe de modération
Présentation des participant-es et leurs attentes
Logistiques et règles de vie
10.30 Pause
11.00 Objectifs et méthodologie de l'atelier
11.45 Genre et TIC (remue-méninges)
12.30 Déjeuner
14.00 Genre et TIC : Problématiques et enjeux ? (Fatimata Seye Sylla, Sénégal)
15.00 Travail de groupe 1: Identification des problématiques et des inégalités de genre dans les pays des participant-es
16.30 Restitution des travaux de groupe
18.00 Clôture

Mardi 25

8.00 Présentation Clôture
16.30 Présentation Travail de groupe 1: Identification des problématiques et des inégalités de genre dans les pays des participant-es
51.278 -i8351s de genre dans les pays des participant-es
Genre et TIC 1

16.30 Démonstration d'un outil Internet
17.30 Clôture

Vendredi 27 mai

8.00 Perspective genre dans des initiatives-clefs nationales et internationales, suivi d'une discussion (Nadia Taher)
8.45 Du diagnostic à l'action : Résumé des jours précédents
9.15 Travail de groupe 5 : Intégration des TIC dans des programmes des mécanismes nationaux pour le genre
10.00 Pause
10.30 Travail de groupe 5 (suite)
11.30 Restitution
12.30 Déjeuner
1

3.1. Est-ce que le MNG soutient des projets qui utilisent les TIC ? Expliquez

3.2. Est-ce que le MNG travaille les partenaires suivants ? (si oui, expliquez comment à chaque fois)

Annexe 5 : Problématiques et enjeux genre par pays (travail de groupe 1)

Problématiques-clefs liées au genre auxquelles sont confrontés les mécanismes nationaux

Bénin

- Déperdition des filles dans les niveaux plus élevés du système scolaire
- Disparités femmes/hommes dans la prise de décision à tous les niveaux
- Les femmes sont confinées à des postes d'opératrices non formées dans le secteur des TIC

Guinée Equatoriale

- Division du travail : le rôle reproductif des filles/femmes bloque leur développement socio-économique
- Disparités femmes/hommes sur le marché du travail formel, le travail des femmes dans l'informel n'est pas reconnu
- Peu de femmes dans la prise de décision

Togo

- Difficile accès des femmes aux secteurs de production
- Déperdition scolaire des filles
- Prise de décision dominée par les hommes à tous les niveaux
- Peu de femmes dans les médias publics et privés

Mali

- Déperdition scolaire des filles

Burkina Faso

- Mortalité maternelle élevée
- VIH et MST – prise de décision faible des femmes/filles
- Faible contrôle des ressources et bénéfices du développement par les femmes, y compris du temps (surcharge des femmes)

Cameroun

- Discrimination à l'endroit de la scolarité des filles dans les familles pauvres
- Manque d'information des femmes sur les TIC, notamment Internet

Sénégal

- Non application des textes de lois (ex. MGF)
- Faible accès des femmes aux ressources en milieu rural
- Répartition inégale des tâches dans la sphère familiale
- Faible utilisation des TIC par les femmes pour réseauter, plaider

Tchad

- Peu de femmes dans le monde de la politique (ex. 9 femmes sur 125 députés)
- Non application des textes (code de la famille, excision)
- Peu de femmes dans les médias et faible utilisation des TIC en général (femmes/hommes)

Niger

- Peu de femmes dans le monde de la politique (ex. 1 femme sur 83 députés)
- Faible intégration des TIC dans les programmes scolaires
- TIC considéré comme « bijoux » de l'homme

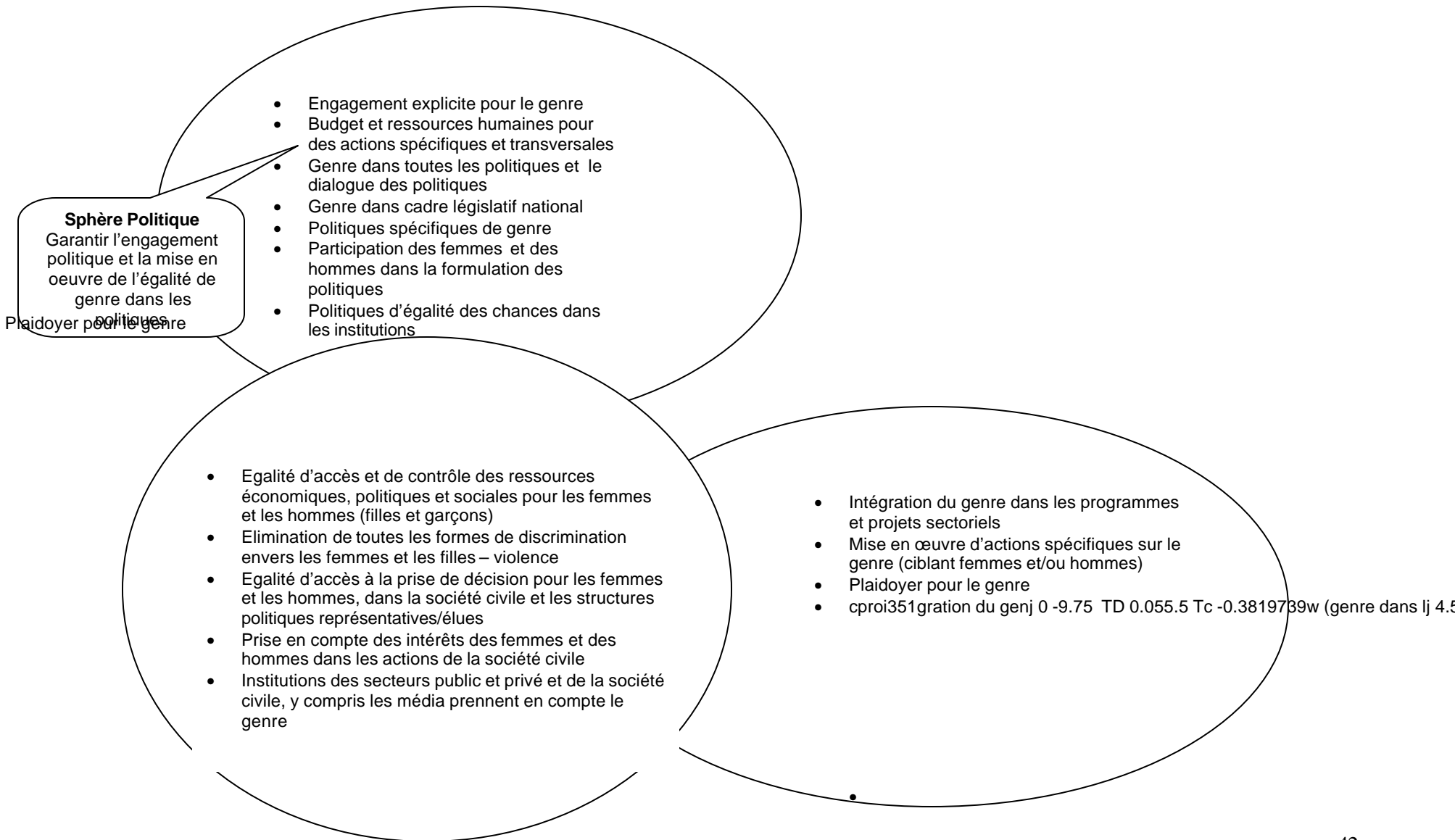
Guinée

- Disparités qui persistent en politique (22 femmes sur 115 députés)

Autres thèmes importants

- VIH/sida
- Participation des femmes à la société civile
- Sexismes et stéréotypes
- Violence contre les femmes, MGF
- Trafic des femmes et des enfants
- Féminisation de la pauvreté
- Santé de la reproduction

Annexe 6 : Le rôle des mécanismes nationaux pour le genre (présentation)



Annexe 7

		<ul style="list-style-type: none"> - Cadres stratégiques de - Engagement politique des décideurs - Appui de partenaires techniques et financiers 	
INSTITUTIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> - Mécanismes institutionnels 		
PROGRAMMATION	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'action pour la promotion de la Femme 2003-2007 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des cadres du MPF, autres ministères, SG en r - Réalisation de l'atelier de validation de la PNPF - Rencontres du comité de suivi 	

CAMEROUN

SPHERES	ACTIONS	ATOUTS	PROBLEMES
CITOYENNETE	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamisme des femmes (associations, Gic, etc.) - Existence des structures de financement dirigées et appartenant aux femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 types d'expériences vécues : groupes mixtes (h/f) - Associations de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès aux ressources financières - Stéréotypes, préjugés qui entraînent la démission des femmes
POLITIQUE	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique réelle de promotion de la femme : débats, arsenal juridique, textes d'application des lois, création d'un département en charge des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution, engagements internationaux, lois et réglementations, décrets et textes - Discours de politique générale, volonté politique 	<ul style="list-style-type: none"> - Non respect des lois et règlements favorables à la femme - Budget de l'Etat insuffisant - Non prise en compte systématique des problèmes de genre dans la planification
INSTITUTIONNELLE		<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de la stratégie du sous-secteur femme (renforcement du pouvoir et rôle économique des femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de personnel formé en genre
PROGRAMMATION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'un programme de la micro-finance sur le terrain avec les groupes de femmes - Encadrement des femmes (formation, information) - Formation permanente du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle d'interface avec les partenaires au développement, autres ministères, organisations internationales, partenaires nationaux - Appui au financement de projet d'un collectif de femmes pour le renforcement de leur capacité : projet CAREF 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès aux ressources financières - Blocages relatifs à la production des garanties bancaires

GUINEE

SPHERES	ACTIONS	ATOUTS	PROBLEMES
CITOYENNETE	<ul style="list-style-type: none">- Existence de groupes de pression	<ul style="list-style-type: none">- Etudes sur productions spécifiques aux femmes- Collecte d'information au niveau décentralisé- Sensibilisation des communautés villageoises (femmes – hommes)	<ul style="list-style-type: none">- Faible niveau d'inscription et de formation technique- Invisibilité et reconnaissance formelle de la contribution des femmes

GUINEE EQUATORIALE

SPHERES	ACTIONS	ATOUTS	PROBLEMES
CITOYENNETE	<ul style="list-style-type: none"> - Témoignage d'une séropositive - Une grande participation de la population cible - Plus d'utilisation des préservatifs - Prise de conscience de certains députés - Soutien du gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> - Conscientisation des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Scepticisme, indifférence - Faible contrôle de la sexualité - Refus d'utilisation des méthodes de prévention (préservatifs) - Vulnérabilité des femmes face au VIH/SIDA - Stigmatisation
POLITIQUE	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une proposition de loi sur le VIH/sida et le droit des personnes vivant avec le VIH - Ressources financières 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique NPF- PNLS 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de soutien politique
INSTITUTIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer aux députés sur le VIH/sida - Séminaire de sensibilisation et formation aux prostituées 	<ul style="list-style-type: none"> - Forum national de lutte contre le Sida (ONG, Groupement de femmes, Société Civile, Jeunes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de soutien institutionnel
PROGRAMMATION	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes diagnostic sur la situation des femmes - Etudes sur le VIH/Sida 		

MALI

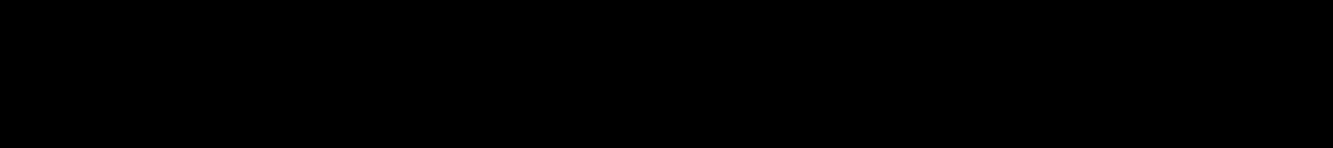
SPHERES	ACTIONS	ATOUTS	PROBLEMES
CITOYENNETE	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en gestion, marketing, techniques de production, de transformation, conservation et de commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations professionnelles des femmes entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Féminisation de la pauvreté
POLITIQUE	-	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté manifeste des plus hautes autorités - Nomination d'un CT/GED au niveau du Ministère de l'industrie et du commerce - Code de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyens logistiques, financiers et humains - Insuffisance de crédit et difficultés de remboursement
INSTITUTIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de cadres de concertations /échanges pour la promotion des Femmes Entrepreneurs (MPFEF...) 	<ul style="list-style-type: none"> - CT/GED et point focal/formel - Comité interministériel (Formel) - Commission Paritaire gouvernement, associations, 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de ressources (personnel qualifié pour l'entretien et la maintenance des équipements)

		<p>ONG (Formel)</p> <ul style="list-style-type: none">- Politique nationale de promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille- Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)	
--	--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des points focaux et des comités de suivi de la loi sur les quotas dans les ministères, sociétés et offices - - Mise en place d'un groupe de coordination en leadership féminin 		
PROGRAMMATION	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une base de données désagrégées par sexe dans tous les secteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un projet « Initiative genre au Niger » 	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence de données désagrégées dans certains domaines

SENEGAL

SPHERES	ACTIONS	ATOUTS	PROBLEMES
			-



	* Augmentation du Fonds d'Actions de la femme	
	- Réseau genre des points focaux sectoriels non fonctionnels	

TD 0.048 Tc -0.3 u2 Tw ()ion de gua fOTw (progr

-

PROGRAMMATION

- Mise en place du projet REDAFEM
- Projet genre
- Appui aux femmes démunies
(ONG, Ambassades)
- Elaboration des documents sur la
stratégie de

ANNEXE 8- ETUDES DE CAS : UTILISATION DES TIC PAR LES MECANISMES NATIONAUX

8A : SITE WEB DU MINISTERE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE DU SENEGAL

Le Ministère de la Famille du Développement Social et de la Solidarité Nationale est le Département a en charge *les politiques de promotion des femmes* et celles de *protection et de promotion de l'enfant*.

8b : Expérience du mécanisme national du Mali dans l'utilisation des TIC

1. Introduction / Contexte

- **Volonté politique affichée :**
 - Création de la Mission de l'Informatique et des Nouvelles Technologies de l'Information (MINTI), sous l'impulsion du Président de la République, Son Excellence Amadou Toumani TOURE dont l'objectif global est d'élaborer, de développer, coordonner et mettre en œuvre la Politique du Gouvernement en matière de TIC ;
 - Actualisation de l'appellation du Ministère de la Communication (qui devient du Ministère de la Communication *et des Nouvelles Technologies de l'Information* - MCNTI).

2. Stratégie du Ministère de la

•

Annexe 9 : Plans de réseaux par pays (travail de groupe 4)

Propositions pour la création de réseaux nationaux d'acteurs travaillant sur l'égalité des sexes

BENIN

<p>OBJET DU RESEAU : Contribuer à une meilleure connaissance du concept et de l'ensemble du mécanisme MEMBRE DU RESEAU : Communicateurs – représentants de troupes théâtre, les responsables nationaux de suivi et évaluation, les partenaires au développement.</p>						
Tâches (i : interne – e : externe)	Période	Responsabilité	Étapes d'implantation	Besoins techniques	Réception d'informations	Envoi d'informations
- Créer la synergie en matière de communication et des TIC entre les membres du réseau	- 3 mois	- Les journalistes - Les communicateurs - Les membres de la CNPF, la				

fonctionnement,
statut et
règlements
intérieur,
domaine
d'activité,
thème à
aborder)

juristes

ministériels

points focaux qui n'en ont pas			- Créer		-	
- Organiser un atelier sur le genre et TIC	- ½ mois	- DPNF - ONG	- Préparation de projet - atelier - Invité les membres, les médias, les responsables informatique	- Un ordinateur - Accès Internet	- Communication aux ONG - Lettres d'invitation	- Lettres d'invitation
- Développer les centres de formation sous formes de séminaires	- 3 mois	- DPNF - ONG	- Faire un Plan d'Action du séminaire (Budget, ressources)	- Internet	- Rapports communication	- Lettres d'invitation

GUINEE EQUATORIALE

OBJET DU RESEAU : Echange d'expérience

MEMBRE DU RESEAU : MN –points focaux – groupements de femmes

Tâches (i : interne – e : externe)	Période	Responsabilité	Etapes d'implantation	Besoins techniques	Réception d'informations	Envoi d'informations –
---	----------------	-----------------------	--	-------------------------------------	---	---

membres du
réseau
- Réfléchir,
échanger et
partager les
problématiques
liées au genre

SENEGAL

OBJET DU RESEAU :						
MEMBRE DU RESEAU :						
Tâches (i : interne – e : externe)	Période	Responsabilité	Etapes d'implantation	Besoins techniques	Réception d'informations	Envoi d'informations
- Identification des membres d'un réseau	Juin 2004	DF en rapport avec le projet genre	-			
- Créer une cellule de coordination des points focaux/ MFDSSN/DF	Juillet 2004	MFDSSN/DF	*TDR * Nomination	Equipements	Réalisations des Ministères sectoriels des organisations et des partenaires	Réalisations MNG
- Nomination des points focaux par décret	Sept.2004	Ministères – ONG – Présidence	Ouverture boîtes email			
- Revisiter le cahier de charge des points focaux	Oct. 2004	MFDSSN- Points focaux	Connexion à Internet			
- Elaboration d'un plan d'action pour le renforcement du réseau	Nov.2004	“	Expression des besoins des membres			
- Organisation de rencontres périodiques	2005	DF		Opportunités de renforcement des capacités des membres		
- Mise en œuvre du plan d'action	juin 2004	Tous les acteurs et actrices				
- Assurer la coordination et le suivi des activités		Cellule et points focaux				
- Evaluation = à mi parcours = finale	2006	MFDSSN PD - ONG				

TCHAD

OBJET DU RESEAU :						
MEMBRES DU RESEAU : points focaux des ministères prioritaires, MNG, associations féminines, personnes ressources						
Tâches (i : interne – e : externe)	Période	Responsabilité	Etapes d'implantation	Besoins techniques	Réception d'informations	Envoi d'informations

Annexe 10 : Le réseau régional/liste de discussion

mnggenre a été créée à l'occasion d'une réunion-atelier qui a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 24 au 28 mai 2004. Cette rencontre avait pour but de trouver des stratégies pour renforcer l'efficacité des mécanismes nationaux pour le genre de 10 pays d'Afrique de l'Ouest par l'intermédiaire de l'utilisation efficace des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). Cette rencontre était organisée par la Division pour la Promotion des Femmes des Nations Unies (UNDAW). Cette liste a pour but de mieux coordonner l'action des mécanismes nationaux, de motiver et de rendre plus aisé l'échange d'informations et d'expériences entre les pays concernés. Elle est modérée par des équipes du personnel des MNG partenaires de cette initiative

Pourquoi cette liste ?

Annexe 11 : Plans de sites Internet par pays

Propositions de création ou d'amélioration de sites Internet pour les mécanismes nationaux

BURKINA FASO 2 Tf 0 T46109 Tw (BURKINA oWnxe 11 : Plans de sites Inter

<ul style="list-style-type: none"> - ONG - Associations - Presse - Sites Internet - Partenaires nationaux du MINCOF 	<ul style="list-style-type: none"> - Service de la documentation - Cellule de la planification et de la coopération - Courrier - Cabinet du MINCOF
<p>De quelles compétences avons-nous besoin ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministre et principaux collaborateurs - Spécialistes en TIC, genre - Toutes autres personnes ressources. 	<p>Comment assurer la mise à jour ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsabilisation d'un Web master chargé de travailler avec les proches collaborateurs du Ministre sur la base des TRDR clairement définis par la hiérarchie.
MALI	
<p>NOM DE LA PAGE WEB : WWW.mpfef.gov.ml (Actuel) – WWW.maligenre.gov.ml (Proposition)</p>	
<p>Objet de cette page :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visibilité MNG – Mali (actuel) - Visibilité actions MNG Société civile (proposition) 	<p>Public visé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décideurs, SC, populations. <p style="text-align: right;"><u>Rajout :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisations internationales, secteur privé, réseaux Ged – Tic, Ged ; Consultant
<p>Conception (couleurs, images, principes)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Couleur : Vert – Jaune – Rouge • Images : Drapeau, carte Mali, logo MNG • Principe : Equité Homme/Femme. <p><u>Ajouter</u> d'autres images t/q photos des actions</p>	<p>Courte explication sur cette page :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueil - Actualités - Projets - Publications - Textes - Données - Liens utiles <p style="text-align: right;"><u>Rajouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Problématique Ged au Mali * Droits * Gouvernance * Pauvreté * Education * Santé - Actions * Plaidoyer * Application lois
<p>Sources d'information ? :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MNG – Mali - Projets / Programmes <p style="text-align: right;"><u>Rajout :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Système statistique national - Données Enquêtes Spécifiques - Données départements sectoriels, SC, PTF 	<p>Qui gère la recherche / Accès à l'Information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CNDIFE - Comité de gestion - * Droits

chefs traditionnels) <ul style="list-style-type: none"> • Vulgarisation des expériences et échanges en matière de développement (agricole, commerciale, professionnel, etc.) 	
Conception (couleurs, images, principes) : Page d'accueil en vert qui représente l'espoir de la femme tchadienne ; au milieu de la page, la photo d'une femme avec un porte-voix, émergera un pigeon qui prendra le vol.	Courte explication sur cette page xxx
Sources d'information : L'information sera gérée par la cellule de communication du ministère de l'Action Sociale ou contact avec le Réseau Femmes Ministres et parlementaires, et l'Association des femmes juristes) sous le contrôle de la Direction du Cabinet du MASF.	Qui gère la recherche / Accès à l'Information : national <ul style="list-style-type: none"> - Les points focaux - L'institution (MASF et directions techniques) - Les politiques et responsables religieux - Les leaders des groupements et associations
De quelles compétences avons-nous besoin ? <ul style="list-style-type: none"> - Webmaster (national et au besoin international) - Graphiste, photographe - Communicateurs - Experts genre 	Comment assurer la mise à jour ? <ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour sera trimestrielle - Technique - Elle se fera avec un expert en communication assisté du MNG national

Annexe 12 : Stratégies pour intégrer le genre dans des initiatives des mécanismes nationaux (travail de groupe 5)

Pays	Programme/ problématiques	Cibles	Stratégies	Résultats
Bénin	Lutte contre les stéréotypes sexistes :	Sphère de citoyenneté	la Supports pour la formation	
		Groupes de pression et les structures politiques représentatives : ONG et Associations et Elus locaux	Mener par une rechTj -286lus locaux	

WEB, cassette audio

Partenariat

	<p>institutionnel : sphère institutionnelle</p> <p>Améliorer la communication des acteurs du programme : sphère citoyenneté</p>	- Organisations de la Société civile		communication entre les acteurs du programme
Niger	<p><u>Niger</u></p> <p>Programme en leadership féminin</p> <p>Objectifs : Faire participer massivement les femmes des groupements au processus de décentralisation à travers une forte représentation dans les conseils municipaux et régionaux.</p> <p>→ Utilisation des TIC : Radio, TV</p>	Cibles : femmes des groupements féminins : sphère citoyenneté	<p>Elaboration d'un manuel de formation : sphère programmation</p> <p>Mise en œuvre du programme : sphère institutionnelle (formation) ; Sphère politique (plus de femmes élues) : activités envisagées : sensibilisation, formation et accompagnement des femmes des GPF ; solidarité envers les femmes.</p> <p>NTIC utilisées : CDROM (saynètes, sketches), vidéo, films, téléphonie mobile, utilisation du site du MNG (envoi de messages pour un vote massif) ; la mise en réseau des femmes candidates, témoignages des femmes du REFAMP.</p> <p>Partenariat : ONG et Associations féminines, Université, et Ecole Nationale d'Administration.</p> <p>Le processus : sphère de citoyenneté pour identifier les potentielles femmes leaders des groupements féminins ; sphère institutionnelle à travers les formations et plaidoyer pour le développement du personnel (mécanismes nationaux, /ONG/Associations. / Points focaux genre) ; sphère politique : avec l'élection des</p>	

			conseillers municipaux Echéance : Novembre 2004.	
Sénégal	?			
Tchad	?			
Togo	But : Adoption de la Politique Nationale genre	Leaders locaux Acteurs des services techniques Groupes de pression Membres du GVT parlementaires ONG privées	Plaidoyer Utilisation des TIC Recherche : Documentation, Interview, Traitement électronique des données Validation TIC : Micro-ordinateur, rétroprojecteur, documents Elaboration PNG : Documents-papier, Documents électroniques (tel., fax, Email	